



# INTEGRATION LATINO-AMERICAINE OU AMERICAINE?



Ph. E. Pessoa / A.E.  
Par Luiz Carlos Bresser Pereira

**Pour l'ancien ministre des Finances : "... L'Europe et le Japon sont plus fermés pour le Brésil... Notre alternative est de substituer l'intégration latino-américaine par la stratégie et le discours d'intégration américaine."**

Luiz Carlos Bresser Pereira, ex-ministro das Finanças : "... A Europa e o Japão estão basicamente fechados para o Brasil ; não nos resta outra alternativa senão substituir a integração latino-americana pela estratégia e a retórica da integração americana."

**L**a stratégie des alliances économiques d'un pays est directement liée à sa stratégie de développement. Dans le cas du Brésil et de l'Amérique latine cela est très clair. La dépendance de la région par rapport à l'Angleterre et ensuite aux Etats-Unis, a toujours été liée au caractère primaire-exportateur de son développement. Quand, à partir des années 30, la stratégie de substitution d'importations est devenue dominante, la relation avec les pays du centre changea aussi. Il fallait protéger le marché national de la concurrence des pays industrialisés. Cela fut fait, tout d'abord, au plan national. A partir des années 50, apparut l'idée de l'intégration de l'Amérique latine comme étant une manière d'élargir les marchés, et, où se développerait la substitution d'importations. Pour les petits pays cette intégration était essentielle et urgente. Pour les pays plus grands, comme le Brésil, simplement essentielle si on voulait prolonger dans le temps la stratégie de substitution d'importations. La conséquence inévitable de ce genre de politique était une certaine part de nationalisme. Le régime militaire au Brésil, qui en 1964 tenait un discours antinationaliste, finit par adopter une politique extérieure essentiellement nationaliste lorsqu'il maintenait la stratégie de substitution des importations. Au moment où, parallèlement, il devenait clair pour tous que cette stratégie de développement déclinait même dans les grands pays latino-américains, apparut l'urgence de revoir la stratégie des relations internationales du Brésil.

## OUVERTURE ET INTEGRATION

Dans cet article, nous plaiderons en faveur d'une meilleure intégration entre le Brésil et les Etats-Unis, mais aussi de l'idée que l'intégration économique avec l'Amérique latine, excepté pour le cas du Merco-Sul (marché réunissant l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay et le Brésil), devra être laissée au second plan. Ce changement de stratégie dans les relations internationales du Brésil présuppose, de façon générale qu'on reconnaisse que nous avons les capacités de négocier et de défendre nos intérêts. Nous n'avons pas besoin d'avoir de façon permanente une attitude "anti", défensive, prudente envers les grandes puissances et en particulier les Etats-Unis. Nos intérêts communs sont bien

a stratégie des alliances économiques d'un pays est directement liée à sa stratégie de développement. Dans le cas du Brésil et de l'Amérique latine cela est très clair. La dépendance de la région par rapport à l'Angleterre et ensuite aux Etats-Unis, a toujours été liée au caractère primaire-exportateur de son développement. Quand, à partir des années 30, la stratégie de substitution d'importations est devenue dominante, la relation avec les pays du centre changea aussi. Il fallait protéger le marché national de la concurrence des pays industrialisés. Cela fut fait, tout d'abord, au plan national. A partir des années 50, apparut l'idée de l'intégration de l'Amérique latine comme étant une manière d'élargir les marchés, et, où se développerait la substitution d'importations. Pour les petits pays cette intégration était essentielle et urgente. Pour les pays plus grands, comme le Brésil, simplement essentielle si on voulait prolonger dans le temps la stratégie de substitution d'importations. La conséquence inévitable de ce genre de politique était une certaine part de nationalisme. Le régime militaire au Brésil, qui en 1964 tenait un discours antinationaliste, finit par adopter une politique extérieure essentiellement nationaliste lorsqu'il maintenait la stratégie de substitution des importations. Au moment où, parallèlement, il devenait clair pour tous que cette stratégie de développement déclinait même dans les grands pays latino-américains, apparut l'urgence de revoir la stratégie des relations internationales du Brésil.

## OUVERTURE ET INTEGRATION

Dans cet article, nous plaiderons en faveur d'une meilleure intégration entre le Brésil et les Etats-Unis, mais aussi de l'idée que l'intégration économique avec l'Amérique latine, excepté pour le cas du Merco-Sul (marché réunissant l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay et le Brésil), devra être laissée au second plan. Ce changement de stratégie dans les relations internationales du Brésil présuppose, de façon générale qu'on reconnaisse que nous avons les capacités de négocier et de défendre nos intérêts. Nous n'avons pas besoin d'avoir de façon permanente une attitude "anti", défensive, prudente envers les grandes puissances et en particulier les Etats-Unis. Nos intérêts communs sont bien supérieurs à nos conflits, mais, s'il s'en présentait, nous aurions toutes les conditions de négocier.

Il n'existe pas de cohérence entre la politique de libéralisation commerciale que le Brésil a adoptée et sa politique de relations économiques internationales, qui demeure, en dernière analyse, liée aux idées de protection de l'industrie nationale au plan régional. Le discours d'intégration de l'Amérique latine a été relégué au second plan, dans la mesure où celle-ci ne s'est pas révélée viable, mais rien ne l'a substituée à un niveau plus large. La substitution a simplement été faite à un niveau limité, quand on définissait correctement la priorité d'intégration avec l'Argentine. Rien, cependant, n'a été défini pour ce qui concerne le reste du monde.

L'ouverture de l'économie brésilienne est compatible, soit avec une stratégie multilatérale de commerce avec tout le monde, soit avec une option d'"intégration américaine", dans la même ligne que celle définie par le Mexique. Cependant, dans la mesure où l'Europe et le Japon sont plus fermés pour le Brésil, nous n'avons d'autre alternative que de substituer à l'intégration

latino-américaine, la stratégie et le discours d'intégration américaine. Une décision qui s'imposait il y a longtemps au Brésil, à partir du moment où la stratégie d'industrialisation par substitution des importations a épuisé ses virtualités, était d'ouvrir l'économie brésilienne. Cette décision prise finalement par le gouvernement Collor, après diverses tentatives avortées pendant le gouvernement précédent, part du présupposé qu'il n'y a pas de meilleure protection de l'industrie nationale que celle de l'exposer à la concurrence internationale.

Il existe aujourd'hui un quasi consensus entre les économistes sur la justesse de cette politique. Les chefs d'entreprise de l'industrie, pourtant naturellement craintifs, sont de plus en plus convaincus qu'ils trouveront les moyens d'être compétitifs à l'intérieur d'une économie plus ouverte. Les résultats les plus positifs de cette libéralisation commerciale n'ont pas encore été obtenus parce que la crise fiscale maintient l'économie sous un permanent régime hyperinflationniste qui désorganise les marchés et immobilise l'Etat.

Au plan de la politique internationale du Brésil, cependant, la rhétorique d'intégration latino-américaine est encore vivace, alors que la pratique reste confuse, hésitant entre une option

Bienvenue à Société de l'Information.



Notre société devient une société d'information et tous les domaines de la connaissance sont l'objet d'une révolution. Le plus précieuse des matières premières est l'information.

L'Agence Estado est au Brésil le principal instrument de cette nouvelle réalité. Créée il y a 20 ans sous l'aile d'un des plus importants quotidiens du monde, O Estado de S. Paulo, l'Agence Estado s'appuie sur un impressionnant réseau de collecte, de production, de magasinage, de traitement et de distribution de l'information, tant par les véhicules traditionnels que les canaux les plus nouveaux.

Cette relation nouvelle avec l'information fait que l'Agence Estado n'est plus une simple agence, mais au contraire personifie l'information.

Agência Estado - Av. Engenheiro Caetano Alves, 55 - CEP 02598 - São Paulo - SP - Brasil - Tels.: 265-4396 e 856-2691





*L'usine sidérurgique de Volta Redonda : borne de la première étape de l'industrialisation brésilienne (Ph. C. Chicarino/AE).*

de négociation : la réduction de la dette extérieure publique, l'appui au développement technologique, et la constitution d'une zone de libre commerce avec les pays d'Amérique latine. Il n'y a pas de doute que la réduction de la dette est timide, que les moyens financiers prévus par le plan sont réduits, que la proposition de création d'une zone de libre commerce est très vague. Mais cela ne justifie pas que l'on se maintienne sottement sur la défensive.

Parmi les alternatives qui s'ouvrent à nous, la dernière, en particulier, qui propose la création d'une zone de libre commerce, est très importante.

Le Mexique avance déjà dans cette voie. A partir de l'initiative Bush, il incombe au Brésil, par un discours ferme en faveur de l'intégration américaine, de lui donner un contenu. S'associer avec un partenaire plus grand ne signifie pas perdre sa souveraineté. Cela signifie l'affirmer, en ayant l'intérêt national du Brésil comme critère de base.

## LA FIN DE LA BIPOLARITE

Avec le collapsus des régimes communistes et la fin de la Guerre Froide, est apparu un champ étendu d'analyse du nouveau modèle des relations internationales. Le Brésil, naturellement, s'est penché sur cette question. Cependant, la multipolarité qui en résulte peut amener le Brésil à approfondir une politique multilatérale, qui finit par être une politique de confrontation avec les Etats-Unis, à partir de la "constatation" que, si l'Union Soviétique a perdu une grande partie de son importance, il en est à peu près de même pour les Etats-Unis. De fait, les Etats-Unis ne cessent de perdre, depuis pratiquement la

Deuxième Guerre mondiale, leur position d'hégémonie, à partir de l'énorme croissance du Japon et de l'Europe occidentale. Mais, delà à en conclure que les Etats-Unis ont perdu de l'importance, et que le Brésil doit renforcer sa position d'indépendance par rapport à tous les pays, il y a une distance.

Au contraire, maintenant, bien plus que par le passé, il est important que le Brésil fasse un choix entre les Etats-Unis, l'Europe ou le Japon. Essayer de maintenir un équilibre, en toute indépendance, au milieu d'eux, peut paraître tentant, mais cela n'est pas raisonnable. La concurrence entre ces trois blocs va augmenter considérablement dans les années à venir. Chacun se doit de savoir sur qui il peut compter.

Cela, bien évidemment, ne signifie en aucune manière que l'on doive rompre ou adopter une attitude agressive à l'égard de l'Europe et du Japon. Bien au contraire. Nous avons tout intérêt à maintenir les meilleures relations possibles avec ces pays. Nous donnons simplement la priorité à nos relations avec les Etats-Unis, parce que nous avons des intérêts plus proches de ce pays que des pays européens et du Japon. Ce message est clair pour le Japon qui donne la priorité aux pays de l'Est et au Sud-Est asiatique ; il est clair pour l'Europe qui donne la priorité à l'Europe de l'Est et aussi à l'Asie. Il faut qu'il soit clair pour nous aussi et pour les Etats-Unis.

**Luiz Carlos Bresser Pereira**

Professeur de la fondation Getulio Vargas, à São Paulo, éditeur de la revue d'Economie politique

*Ena mensuel international novembre 1991*